

Overeenkomstig zijn artikel 13, 2, wordt het sub 2 vermeldde Protocol ten opzichte van het Koninkrijk der Nederlanden van kracht op 26 juli 1982.

In deze bekrachtigingsoorkonde is verklaard dat Nederland zich, bij wettelijk voorschrift, het recht voorbehoudt om te bepalen dat in de gevallen waarin artikel 4, alinea 2, van c tot p van het Verdrag voorziet, de houder van het cognossement de persoonlijke fout van de vervoerder of de fouten van zijn aangestelden welke niet door ikt a gedekt zijn, kan vaststellen.

Ingevolge de opzegging van het Verdrag van 1924 en de bekrachtiging van het Protocol van 1968 is Nederland voortaan slechts gebonden door het Verdrag van 1924, zoals het door het Protocol van 1968 is gewijzigd.

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

N. 82 — 1157

18 JUNI 1982. — Ministerieel besluit waardoor de specialiteit Fructines Vichy NF, tabletten, van het geneeskundig voorschrift vrijgesteld wordt

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Gelet op de wet van 25 maart 1964, op de geneesmiddelen, meer bepaald op artikel 6, alinea 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 mei 1964, betreffende de aanduiding van de wetenschappelijke autoriteiten bedoeld in de artikelen 6 en 7 van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen;

Gelet op het advies van de Geneesmiddelencommissie,

Besluit :

Artikel 1. De aflevering van de farmaceutische specialiteit Fructines Vichy NF, tabletten, is niet meer aan een geneeskundig voorschrift onderworpen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt wordt.

Brussel, 18 juni 1982.

F. AERTS

Conformément à son article 13, 2, le Protocole cité sub 2, entrera en vigueur à l'égard du Royaume des Pays-Bas le 26 juillet 1982.

Dans cet instrument de ratification, il est stipulé que les Pays-Bas se réservent le droit, par prescription légale, de préciser que dans les cas prévus par l'article 4, alinéa 2, de c à p de la Convention, le porteur du connaissement peut établir la faute personnelle du transporteur ou les fautes de ses préposés non couverts par le paragraphe a.

Suite à la dénonciation de la Convention de 1924 et à la ratification du Protocole de 1968, les Pays-Bas sont désormais liés uniquement par la Convention de 1924, telle que modifiée par le Protocole de 1968.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

F. 82 — 1157

18 JUIN 1982. — Arrêté ministériel exonérant la spécialité Fructines Vichy NF, comprimés, de la prescription médicale

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

Vu la loi du 25 mars 1964, sur les médicaments, notamment l'article 6, alinéa 3;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1964, relatif à la désignation des autorités scientifiques visées aux articles 6 et 7 de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments;

Vu l'avis de la Commission des Médicaments,

Arrête :

Article 1er. La délivrance de la spécialité pharmaceutique Fructines Vichy NF, comprimés, n'est plus soumise à prescription médicale.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Bruxelles, le 18 juin 1982.

F. AERTS

EXECUTIEVEN — EXECUTIFS

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 82 — 1158

12 JUILLET 1982. — Arrêté de l'Exécutif relatif aux gîtes ruraux, gîtes à la ferme, meublés de tourisme et chambres d'hôte

Nous, Exécutifs de la Communauté française,

Vu le décret du 16 juin 1981 organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôte, notamment les articles 2 et 3;

Vu l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif, chargé du budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 13 janvier 1981;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 janvier 1982 portant règlement de son fonctionnement;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française et après en avoir délibéré,

Arrêtons :

Article 1er. L'autorisation dont il est question à l'article 2 du décret du 16 juin 1981 organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôte, est subordonnée aux conditions générales suivantes :

- 1° — le logement doit être disponible au moins trois mois par an;
- 2° — un contrat doit être signé pour chaque occupation;

3° — le prix est établi à l'avance, net de toute majoration; il est calculé et réclamé par semaine pour l'occupation d'un gîte rural, d'un gîte à la ferme, ou d'un meublé de tourisme; il est calculé et réclamé à la nuitée pour l'occupation d'une chambre d'hôte;

4° — le bénéficiaire de l'autorisation doit réserver aux occupants le meilleur accueil, mettre tout en œuvre pour faciliter leur séjour et les aider dans leurs recherches d'information touristique;

5° — l'intérieur du logement doit être maintenu en parfait état de propreté et d'hygiène; il doit être d'un entretien facile; les fenêtres doivent être munies de rideaux permettant de placer les pièces dans l'obscurité; l'extérieur des murs doit être propre et de bon aspect;

6° — le logement doit être pourvu d'un système de chauffage efficace et rapide;

7° — après chaque séjour, le logement doit être nettoyé à fond et aéré.

Art. 2. § 1er. Le gîte rural et le gîte à la ferme doivent comprendre au moins :

— une pièce commune d'au moins 12 m², pourvue d'un buffet, d'une table et de chaises ainsi que du matériel de cuisine nécessaire à une famille, d'un appareil de cuisson, d'un évier avec point d'eau, d'un porte-manteau et d'une armoire;

— une chambre d'au moins 9 m² comprenant au moins un lit double ou deux lits simples complètement équipés, une table, deux chaises et une armoire.

Lorsque le gîte comprend une chambre d'une personne, cette chambre doit avoir au moins 8 m², et être pourvue d'un lit simple complètement équipé, d'une table, d'une chaise et d'une armoire.

§ 2. L'ensemble des locaux qui forment un gîte rural ou un gîte à la ferme doit être indépendant du reste des bâtiments dans lesquels ils sont aménagés et comprendre au moins une porte d'entrée autonome ainsi que les équipements suivants :

— une installation électrique répondant aux normes de sécurité en vigueur et comprenant un appareil d'éclairage et une prise de courant dans chaque pièce;

— une installation sanitaire comprenant au moins un lavabo avec point d'eau, une glace, une tablette, un porte-serviette;

— un cabinet d'aisance intérieur muni d'une chasse d'eau et d'un système d'aération.

Art. 3. Le meublé de tourisme doit comprendre au moins :

— une installation électrique répondant aux normes de sécurité en vigueur et comprenant un appareil d'éclairage et une prise de courant dans chaque pièce;

— une salle d'eau munie d'un système d'aération et comprenant un lavabo avec eau chaude et eau froide, une douche ou une baignoire, une glace, une tablette, un porte-serviette;

— un cabinet d'aisance intérieur muni d'une chasse d'eau et d'un système d'aération.

Chaque chambre doit comprendre au moins un lit simple complètement équipé, une table, une chaise et une armoire.

La cuisine doit être équipée d'une armoire frigorifique, d'un appareil de cuisson, d'un évier, d'une armoire et des ustensiles nécessaires à la préparation de repas familiaux.

Les autres pièces du meublé de tourisme doivent être meublées conformément à leur affectation usuelle.

Art. 4. § 1er. La chambre d'hôte doit comprendre au moins :

— un lit simple ou double complètement équipé, une table et deux chaises;

— un lavabo avec eau chaude et eau froide, une glace, une tablette, un porte-serviette;

— une installation électrique répondant aux normes de sécurité en vigueur et comprenant un appareil d'éclairage et une prise de courant;

— une armoire.

La superficie doit être d'au moins 9 m² pour une chambre double et 8 m², pour une chambre simple.

§ 2. Une salle d'eau et un cabinet d'aisance doivent être réservés à l'usage exclusif des hôtes si l'immeuble comprend plus de deux chambres d'hôte.

§ 3. Il ne peut être proposé plus de cinq chambres d'hôte à la location.

Art. 5. Toute demande tendant à obtenir l'autorisation prévue par l'article 2 du décret du 16 juin 1981 est introduite auprès du Commissaire au Tourisme par lettre recommandée à la poste.

Elle est accompagnée d'indications relatives aux caractéristiques du logement, portées sur la formule fournie par le Commissaire au Tourisme.

Art. 6. § 1er. Il est créé un comité mixte du tourisme à la ferme composé du Commissaire au Tourisme, qui le préside et le convoque, de représentants du Commissariat au Tourisme désignés par le Commissaire au Tourisme et d'un représentant de chaque association de tourisme à la ferme.

§ 2. Toute demande d'autorisation concernant l'utilisation des dénominations de gîtes à la ferme et de chambres d'hôte à la ferme ou de leurs traductions ne pourra être prise en considération qu'après avis :

— soit de l'une des associations de tourisme à la ferme;

— soit du comité mixte du tourisme à la ferme.

§ 3. L'avis prévu au § 2 du présent article doit être rendu et transmis au Commissaire au Tourisme endéans les trente jours de la réception de la demande. A défaut de cet avis dans ce délai l'autorisation peut être accordée.

Art. 7. Dans les cent vingt jours de la réception de la demande, le Commissaire au Tourisme statue par décision motivée notifiée dans le même délai au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Art. 8. S'il n'est pas satisfait aux conditions auxquelles elle est subordonnée, l'autorisation peut être retirée temporairement ou définitivement par le Commissaire au Tourisme.

Le retrait temporaire produit ses effets aussi longtemps que le Commissaire au Tourisme n'a pas constaté, à la demande du bénéficiaire de l'autorisation, que celui-ci satisfait à nouveau aux conditions requises.

Avant de prendre une décision de retrait temporaire ou définitif, le Commissaire au Tourisme informe l'intéressé, par lettre recommandée à la poste, des motifs du retrait projeté.

Dans les dix jours de l'envoi de cette lettre, l'intéressé transmet ses observations écrites au Commissaire au Tourisme.

Le Commissaire au Tourisme notifie sa décision dans les trente jours de la réception des observations écrites ou de l'expiration du délai visé à l'alinéa 3. Le défaut de décision dans le délai équivalent à un retrait temporaire.

Art. 9. Le Commissaire au Tourisme délivre au bénéficiaire de l'autorisation un écusson qui doit être apposé, de façon visible, sur la façade, à proximité de la porte d'entrée.

L'écusson est conforme au modèle annexé au présent arrêté.

La Communauté française reste propriétaire de l'écusson.

En cas de retrait définitif de l'autorisation, l'écusson doit être restitué dans les dix jours de l'envoi de la notification de la décision.

Art. 10. Le Commissaire au Tourisme publie chaque année un « Guide officiel des gîtes ruraux, des gîtes à la ferme, des meublés de tourisme et des chambres d'hôte ».

Art. 11. Celui qui, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté utilise une des dénominations visées à l'article 1er du décret du 16 juin 1981, peut provisoirement continuer à l'utiliser s'il introduit une demande d'autorisation dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Dès notification d'une décision de refus, il doit cesser d'utiliser cette dénomination.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Art. 13. Le Ministre ayant le tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

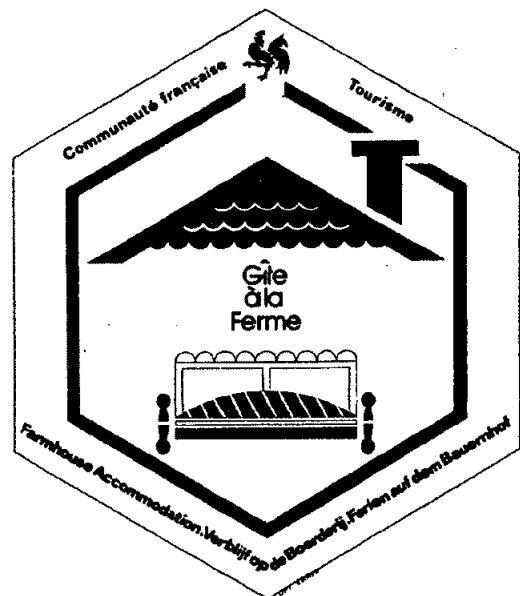
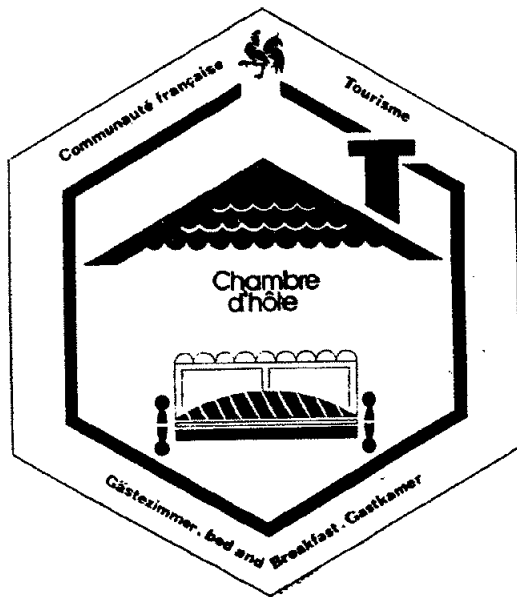
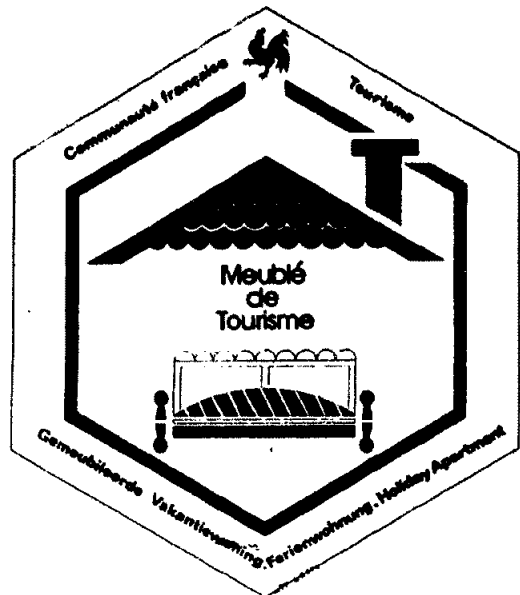
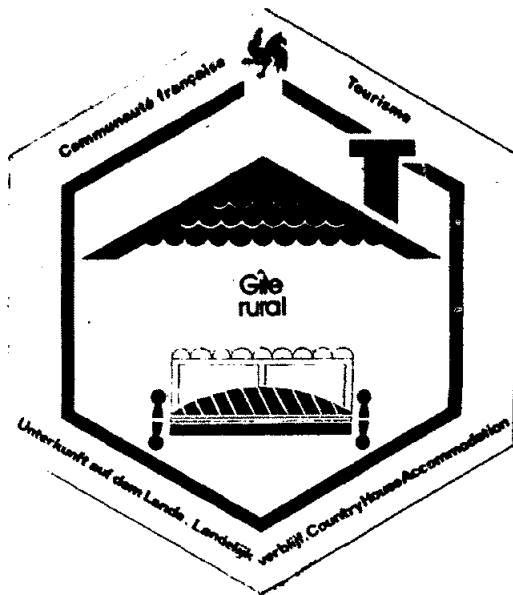
Bruxelles, le 12 juillet 1982.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

Annexe



Forme hexagonale qui s'inscrit dans un cercle de 17,25 cm de rayon :

- largeur de l'hexagone : 30 cm;
- hauteur de l'hexagone : 34,5 cm.

Impression couleurs :

- fond blanc;
- coq et dénomination française de l'autorisation en rouge;
- dessin et autres inscriptions en vert.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 12 juillet 1982.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
Ph. MOUREAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 82 — 1150

12 JULI 1962. — Besluit van de Executieve betreffende de landelijke verblijven, de verblijven op de boerderij, de gemeubileerde vakantiewoningen en de gastkamers

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 juni 1961 tot inrichting van landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastkamers, inzonderheid op de artikelen 2 en 3;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Executieve, belast met de begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 13 januari 1961;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 januari 1962 houdende de regeling van haar werking;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap en na beraadslaging,

Besluiten :

Artikel 1. De machtiging, waarvan sprake in artikel 2 van het decreet van 16 juni 1961 tot inrichting van de landelijke verblijven, verblijven op de boerderijen, gemeubileerde vakantiewoningen en gastkamers, is onderworpen aan de volgende algemene voorwaarden :

1° — het verblijf is ten minste drie maanden per jaar beschikbaar;

2° — een overeenkomst wordt ondertekend telkens het betrokken wordt;

3° — de prijs wordt bij voorbaat, vrij van alle verhogingen vastgesteld; hij wordt per week berekend en gevraagd voor het betrekken van een landelijk verblijf, een verblijf op de boerderij of een gemeubileerde vakantiewoning; hij wordt per overnachting berekend en gevraagd voor het betrekken van een gastkamer;

4° — de houder van de machtiging zorgt voor een degelijk onthaal van de gasten, doet al het nodige om hun verblijf te vergemakkelijken en helpt ze bij het verzamelen van toeristische informatie;

5° — het verblijf wordt binnen in een zuivere en gezonde toestand gehouden; het moet gemakkelijk onderhouden kunnen worden; de ramen zijn van overgordijnen voorzien zodat de lokalen kunnen verduisterd worden; de buitenkant van de muren zijn zuiver en degelijk van uitzicht;

6° — het verblijf is voorzien van een doeltreffende en snelwerkende verwarmingsinstallatie;

7° — telkens een verblijf betrokken werd, wordt het grondig schoongemaakt en verlucht.

Art. 2. § 1. Het landelijk verblijf en het verblijf op de boerderij omvatten ten minste :

— een gemeenschappelijk vertrek met een oppervlakte van ten minste 13 m², voorzien van een buffet, een tafel en stoelen alsook het nodige keukengerel voor een gezin, een kooktoestel, een wasbak met kraan, een kapidok en een kast;

— een slaapkamer met een oppervlakte van ten minste 9 m² met ten minste een tweepersoonsbed of twee eenpersoonsbedden die volledig uitgerust zijn, een tafel, twee stoelen en een kast.

Wanneer het verblijf een eenpersoonskamer omvat, is deze ten minste 8 m² groot en voorzien van een volledig uitgerust eenpersoonsbed, een tafel, een stoel en een kast.

§ 2. De lokalen van een landelijk verblijf of van een verblijf op de boerderij zijn onafhankelijk van de rest van de gebouwen waarin ze gelegen zijn en omvatten ten minste een autonome ingang alsook de volgende uitrusting :

— een elektrische installatie die beantwoordt aan de geldende veiligheidsnormen en die in elk vertrek een lichtpunt en een stopcontact omvat;

— een sanitaire installatie met ten minste een wasbak met waterkraan, een spiegel, een legplankje en een handdoekenrek;

— een toilet binnenshuis met waterspoeling en verluchting.

Art. 3. De gemeubileerde vakantiewoning omvat ten minste :

— een elektrische installatie die beantwoordt aan de geldende veiligheidsnormen en die in elk vertrek een lichtpunt en een stopcontact omvat;

— een badkamer voorzien van een verluchttingsinstallatie, een wasbak met warm en koud water, een douche of een bad, een spiegel, een legplankje en een handdoekenrek;

— een toilet binnenshuis met waterspoeling en verluchting.

Elke kamer bevat ten minste één volledig uitgerust eenpersoonsbed, een tafel, een stoel en een kast.

De keuken is voorzien van een koelkast, een kooktoestel, een wasbak, een kast en het nodige gereel voor het bereiden van gezinsmaaltijden.

De andere vertrekken van de gemeubileerde vakantiewoning zijn al naargelang van hun normale bestemming gemeubileerd.

Art. 4. § 1. — De gastkamer bevat ten minste :

— een volledig uitgerust een- of tweepersoonsbed, een tafel en twee stoelen;

— een wasbak met warm en koud water, een spiegel, een legplankje, een handdoekenrek;

— een elektrische installatie die beantwoordt aan de geldende veiligheidsnormen en die een lichtpunt en een stopcontact omvat;
— een kast.

Een tweepersoonskamer heeft een oppervlakte van ten minste 9 m² en een eenpersoonskamer een van 8 m².

§ 2. — Een badkamer en een toilet worden uitsluitend voorbehouden aan het gebruik van de gasten wanneer het gebouw meer dan twee gastkamers omvat.

§ 3. — Niet meer dan vijf gastkamers mogen te huur worden aangeboden.

Art. 5. Elke aanvraag met het oog op het verkrijgen van de in artikel 2 van het decreet van 16 juni 1981 vermelde machtiging wordt bij ter post aangetekend schrijven bij de Commissaris voor Toerisme ingediend.

Zij is vergezeld van gegevens betreffende de kenmerken van het verblijf, ingevuld op het door de Commissaris voor Toerisme bezorgde formulier.

Art. 6. § 1. Er wordt een gemengd comité voor het toerisme op de boerderij opgericht, waarin zetelen: de Commissaris voor Toerisme, die het voorzit en samenroept, afgevaardigden van het Commissariaat voor Toerisme, aangewezen door de Commissaris voor Toerisme, alsook een afgevaardigde van elke vereniging voor toerisme op de boerderij.

§ 2. Elke machtigingsaanvraag betreffende de aanwending van de benamingen « verblijf op de boerderij » en « gastkamer op de boerderij » of van hun vertalingen kan slechts in beschouwing worden genomen na advies van:

— hetzij een van de verenigingen voor toerisme op de boerderij;

— hetzij het gemengd comité voor toerisme op de boerderij.

§ 3. Het advies waarin voorzien werd in § 2 van dit artikel wordt verstrekt en aan de Commissaris voor Toerisme meegedeeld binnen de dertig dagen na de ontvangst van de aanvraag. Bij ontstentenis van dit advies binnen de gestelde termijn kan de machtiging verleend worden.

Art. 7. Binnen de honderdtwintig dagen na de ontvangst van de aanvraag betekent de Commissaris voor Toerisme zijn, binnen dezelfde termijn genomen met redenen omklede beslissing, per ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager.

Art. 8. Indien niet aan de gestelde voorwaarden voldaan wordt, kan de Commissaris voor Toerisme de machtiging tijdelijk of definitief intrekken. De tijdelijke intrekking heeft uitwerking zolang de Commissaris voor Toerisme niet, op verzoek van de houder van de machtiging, heeft vastgesteld dat deze opnieuw aan de eisen voldoet.

Vooraleer te beslissen tot de tijdelijke of definitieve intrekking licht de Commissaris voor Toerisme de betrokkene per ter post aangetekend schrijven in over de redenen van de voorgenomen intrekking.

Binnen de tien dagen na de verzending van deze brief, stuurt de betrokkene zijn schriftelijke opmerkingen naar de Commissaris voor Toerisme.

De Commissaris voor Toerisme betekent zijn beslissing binnen de dertig dagen na de ontvangst van de schriftelijke opmerkingen of na het verstrijken van de in alinea 3 vermelde termijn. De ontstentenis van beslissing binnen deze termijn stemt overeen met een tijdelijke intrekking.

Art. 9. De Commissaris voor Toerisme levert de houder van de machtiging een schild af, dat zichtbaar op de voorgevel bij de ingang wordt aangebracht.

Het schild stemt overeen met het in de bijlage bij dit besluit gereproduceerde model.

De Franse Gemeenschap blijft eigenaar van het schild.

Bij definitieve intrekking van de machtiging wordt het schild teruggezonden binnen de tien dagen na de verzending van de betekening van de beslissing.

Art. 10. De Commissaris voor Toerisme publiceert jaarlijks een « Officiële gids van de landelijke verblijven, de verblijven op de boerderij, de gemeubileerde vakantiewoningen en de gastkamers ».

Art. 11. Hij, die vóór de inwerkingtreding van dit besluit een van de in artikel 1 van het decreet van 16 juni 1981 bedoelde benamingen gebruikt, mag deze voorlopig blijven gebruiken, indien hij een machtigingsaanvraag indient binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Zodra een weigering betekend wordt, houdt hij op deze benaming te gebruiken.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Art. 13. De Minister die het toerisme in zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

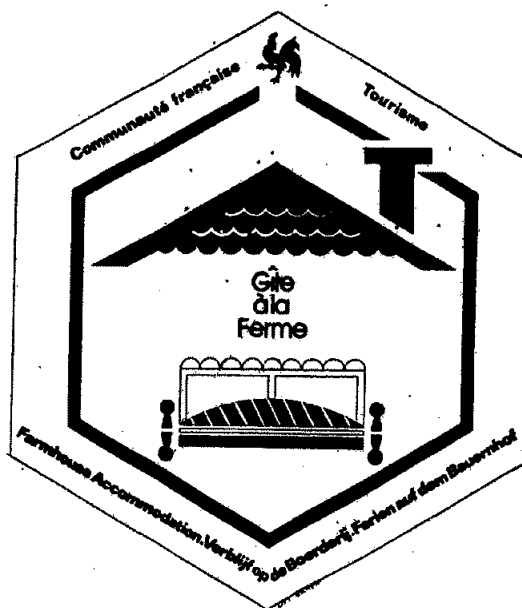
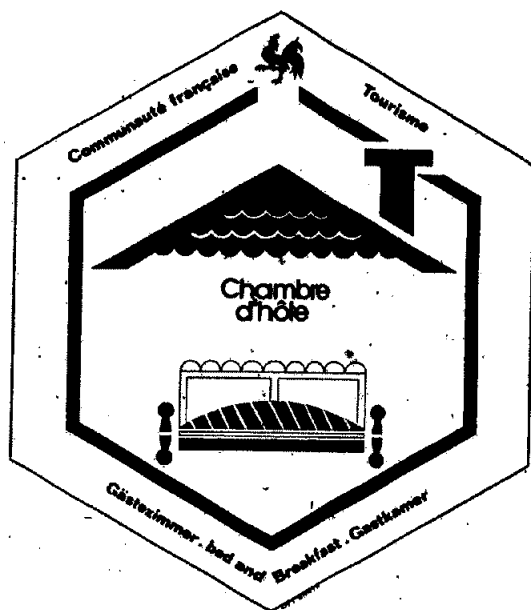
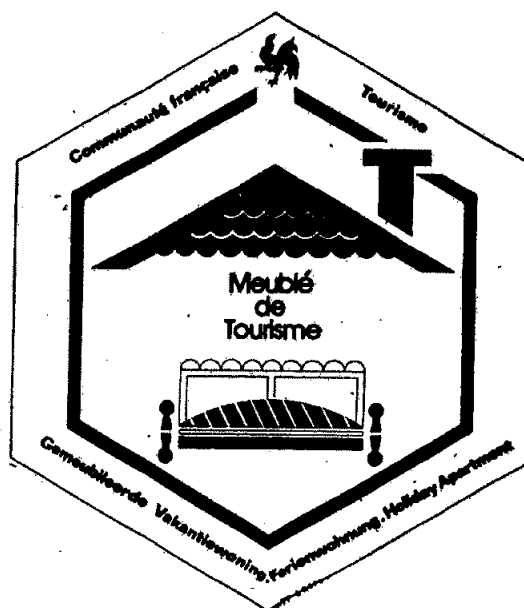
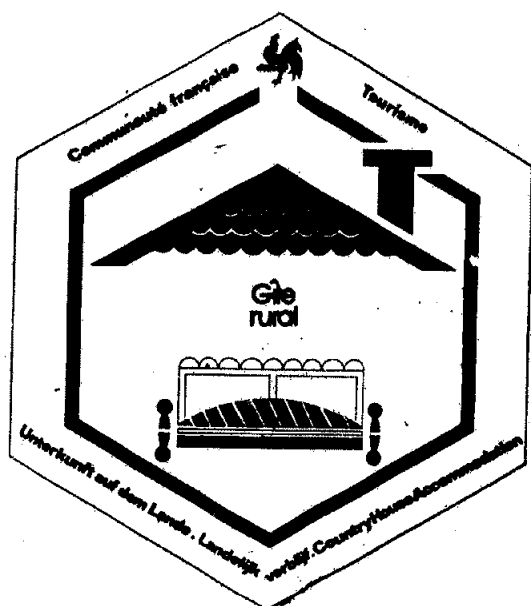
Brussel, 12 juli 1982.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX

Bijlage



- Zeshoek in een cirkel met een straal van 17,25 cm.
 — breedte van de zeshoek : 30 cm;
 — hoogte van de zeshoek : 34,5 cm.

Kleurengamma :

- witte achtergrond;
- haan en Franse benaming van de vergunning in het rood;
- tekening en andere opschriften in het groen.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 12 juli 1982.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :
 De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX